



Demande de permis d'urbanisme avec concours d'un architecte

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1

a) Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° boîte

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **BSCA – Brussels South Charleroi Airport**

Forme juridique : **Société Anonyme**

Adresse

Rue : **des Frères Wright** n° **8** boîte /

Code postal : **6041** Commune : **Charleroi** Pays : **Belgique**

Téléphone : **+32 71 251 961** Fax : /

Courriel : /

Personne de contact

Nom : **VERDONCK** Prénom : **Philippe**

Qualité : **Chief Executive Officer**

Téléphone : **+32 71 251 961** Fax : /

Courriel : **p.verdonck@charleroi-airport.com**

b) Architecte

Architecte

Groupement : BAG / AERTEC

BAG :

Nom : SEQUARIS Prénom : Frédéric

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : bureau d'architecture greisch

Forme juridique : s.r.l. (société à responsabilité limitée)

Qualité : architecte-associé du bureau d'architecture greisch

Adresse

Rue : Première Avenue n° 165 boîte /

Code postal : 4040 Commune : Herstal Pays : Belgique

Téléphone : +32 4 366 14 02 Fax : /

Courriel : info@bag.archi

AERTEC :

Nom : CARDINAAL Prénom : Alejandro Martin

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : Aertec Solutions

Forme juridique : s.l.

Qualité : architecte

Adresse

Rue : Parque Tecnológico de Andalucia, Calle Marie Curie n° 10 boîte /

Code postal : 29590 Commune : Malaga Pays : Espagne

Téléphone : +34 95 10 10 200 Fax : /

Courriel : info@aertecsolutions.com

Le demandeur a reçu de son architecte l'attestation n° 21027000259631 délivrée le 18/09/2024 par l'Ordre des Architectes pour le bureau d'architecture greisch pour le présent projet qui confirme que ce dernier est bien en droit d'exercer la profession. Le contenu de l'attestation est accessible sur le site www.archionweb.be – attestation.

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Le projet est situé sur le domaine aéroportuaire actuel sis Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies (pour l'extension de la zone Poste Inspection Filtrage + régularisation du Terminal 2) et Rue Charles Lindbergh à 6041 Gosselies (pour l'aménagement du rond-point d'accès).

La société BSCA, souhaite renouveler ses autorisations d'exploiter, son permis actuel prenant échéance le 14/02/2025. A ce renouvellement s'ajoute également une extension projetée de l'établissement et la régularisation d'une partie de l'extension déjà réalisée. L'extension et la régularisation comprennent des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme.

Les actes et travaux sont les suivants :

- 1 / l'extension de la zone Poste Inspection Filtrage
- 2 / Régularisation du Terminal 2
- 3 / Aménagement du rond-point d'accès situé Rue Lindbergh

Actes et travaux projetés :

1 / Extension de la zone Poste Inspection Filtrage

L'extension du poste d'inspection filtrage comprend la construction d'un nouveau bâtiment conçu structurellement de manière complètement indépendante de l'existant.

L'ensemble de la volumétrie du bâtiment permet d'accueillir la zone de filtrage sûreté aéroportuaire au niveau principal (niv. +180) en contact direct avec le hall des passagers du bâtiment existant du T1 en venant s'y accoler sur sa façade Ouest. Sous ce niveau principal sont insérés les locaux techniques et de logistique. Au-dessus du niveau principal, la mezzanine reprend l'ensemble des fonctions administratives pour la sûreté.

2 / Régularisation du Terminal 2

Les travaux de construction du terminal T2 (T2 Schengen et T2 non Schengen) sont terminés, et celui-ci est déjà exploité selon les besoins rencontrés par l'Aéroport (en exploitation depuis avril 2017).

La régularisation du terminal T2 concerne l'extension qui consiste en deux bâtiments distincts, situés à l'Est de l'aérogare existante. La première extension, connectée au bâtiment existant, accueille les passagers non Schengen et compte 3 portes d'embarquement. Le second bâtiment, complètement indépendant, accueille les passagers faisant partie de l'espace Schengen, compte également 3 portes d'embarquement.

Soit un total de 6 portes pour l'ensemble des deux modules. Le bâtiment Schengen comprend l'ensemble des installations nécessaires lui permettant de fonctionner indépendamment de l'aérogare existante. Outre les portes d'embarquement précitées, il est équipé de 8 postes de Check-in, une installation de tri bagages aux départs et aux arrivées ainsi que 3 lignes de sûreté. L'aérogare existante comporte sur une surface construite de +/- 35.000 m². La phase d'extension (sujet de la présente demande de régularisation) prévoit 5.869 m² de surface construite supplémentaire : la surface du bâtiment d'extension non Schengen est de 1.589 m², tandis que le bâtiment Schengen présente une surface de 4.280 m².

3 / Aménagement de la voirie d'accès privée

Les travaux concernent l'aménagement de voirie pour la création d'un nouvel accès vers le parking staff depuis le rond-point à l'entrée du site.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Pas de phasage prévu.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Extension zone Poste Inspection Filtrage + Régularisation du Terminal 2

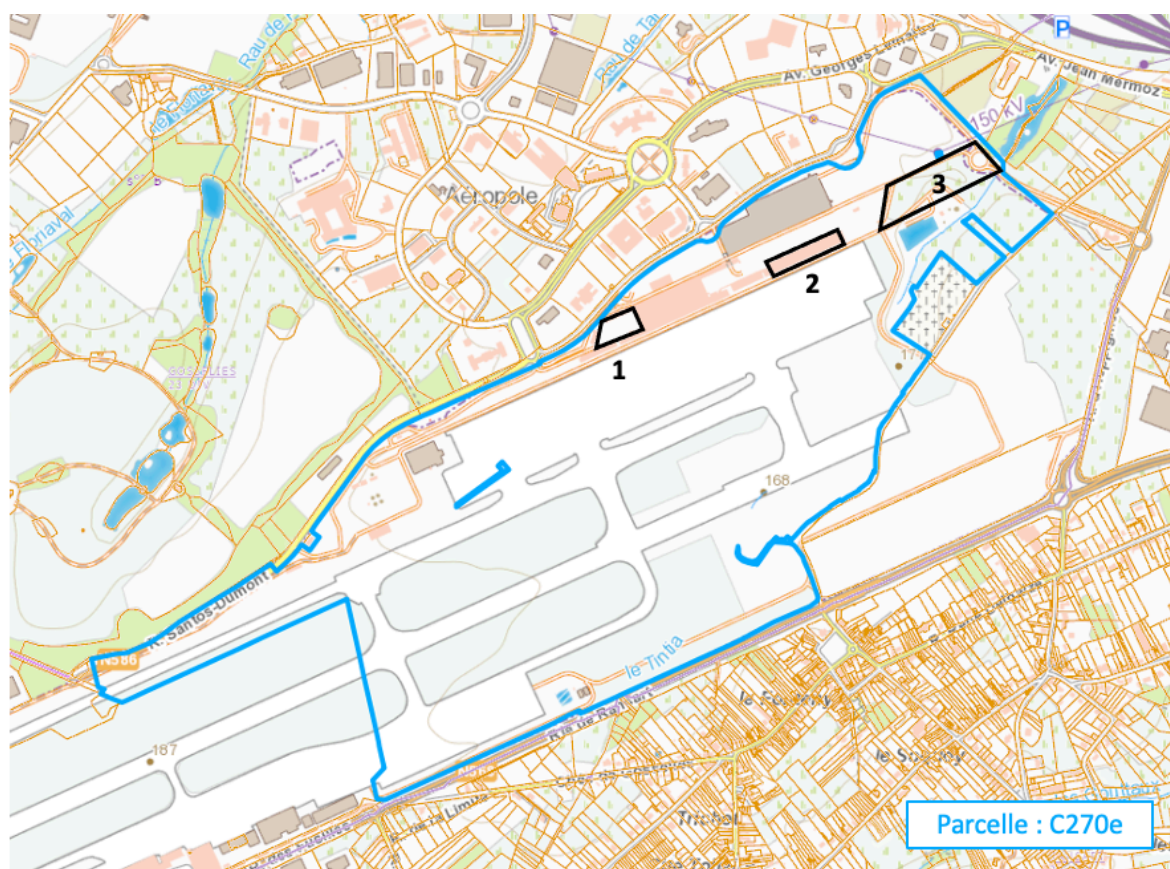
Rue : des Frères Wright n° 8

Commune : 6041 Charleroi (Gosselies)

Aménagement de la voirie d'accès privée

Rue : Charles Lindbergh n°

Commune : 6041 Charleroi (Gosselies)



1 / l'extension de la zone Poste Inspection Filtrage

2 / Régularisation du Terminal 2

3 / Aménagement du rond-point d'accès situé Rue Lindbergh

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	Charleroi	Charleroi 23 DIV /	C	270 E	BSCA

		Gosselies			
Parcelle 2	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	349/2	BSCA
Parcelle 3	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	381/3	BSCA
Parcelle 4	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	270/2C	BSCA
Parcelle 5	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	270/2D	BSCA
Parcelle 6	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	334G	BSCA
Parcelle 7	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	334F	BSCA
Parcelle 8	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	247R	BSCA
Parcelle 9	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	207A ²	BSCA
Parcelle 10	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210H ²	BSCA
Parcelle 11	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210F	BSCA
Parcelle 12	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210H	BSCA
Parcelle 13	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210/3	BSCA
Parcelle 14	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210D ²	BSCA
Parcelle 15	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	206H ²	BSCA
Parcelle 16	Charleroi	23 DIV Gosselies	C	210E ²	BSCA
Parcelle 17	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	210G ²	BSCA
Parcelle 18	Charleroi	23 DIV Gosselies	C	210F ²	BSCA
Parcelle 19	Charleroi	Charleroi 23	C	64B ³	BSCA

		DIV / Gosselies			
Parcelle 20	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	56W ²	BSCA
Parcelle 21	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	56S ²	BSCA
Parcelle 22	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	56V ²	BSCA
Parcelle 23	Charleroi	Charleroi 23 DIV / Gosselies	C	57G	BSCA
Parcelle 24	Charleroi	Fleurus 6 div / Heppignies	B	57N	BSCA
Parcelle 25	Charleroi	Charleroi 24 DIV / Ransart	A	108B	BSCA
Parcelle 26	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	20K	BSCA
Parcelle 27	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	12N ²	BSCA
Parcelle 28	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	19G ²	BSCA
Parcelle 29	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	12A ³	BSCA
Parcelle 30	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	19R ²	BSCA
Parcelle 31	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	19L ²	BSCA
Parcelle 32	Charleroi	Charleroi 22 DIV / Jumet 1 DIV	B	19K ²	BSCA

Existence de servitudes et autres droits :

~~Non~~

Oui : servitudes aéronautiques (limitation des hauteurs de construction), servitudes radioélectriques (vérification d'éventuelles perturbations des appareils)

Cadre 4 - Antécédents de la demande

○	Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
○	Certificat d'urbanisme n°2 délivré le..... à
○	Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
	Autres permis (par ordre chronologique) relatifs aux parcelles concernées.

Type de l'acte*	Date* (dd/mm/yyyy)	Référence de l'acte
Permis Unique aérogare 3Mios passagers/an – parkings – voiries – chaussées aéronautiques / station épuration / bâtiments techniques / parc pétrolier	14/02/2005	Dossier n°2594
Permis d'Environnement bâtiment de maintenance et stockage de véhicules avec zone de lavage et stockage de produits à l'extérieur	19/11/2007	F0412/52/011/PU3/2007.10/127
Changement d'exploitant SOWAER à BSCA	14/10/2009	Dossier n°PE3904
Permis d'Urbanisme relatif à l'aménagement d'un parking de 1500 places	30/10/2009	F0410/52011/UCP3/2009.88
Permis d'Urbanisme relatif à la démolition de l'ancienne cafétéria	01/04/2010	F0414/52011/UCP3/2010/21//144843
Permis Urbanisme relatif à l'extension du terminal de l'aéroport	16/12/2010	DG04/DATU/DUA/GG/JPVR/XDB/PHD/ar/52011/10.4
Permis Urbanisme pour la construction d'une vigie de contrôle en surplomb du terminal existant de l'aéroport	04/04/2011	F0414/52011/UCP3/2011/152/210545
Permis d'Urbanisme relatif à la construction d'une friterie sur le site de l'aéroport	18/11/2011	F0414/52011/UCP3/2011/150/PP/210392

Permis Urbanisme relatif à l'aménagement d'un parking de 2.305 places	17/01/2012	F0414/52011/UCP3/2011/137/208458
Permis d'Urbanisme relatif à la construction d'une œuvre d'art sur le rond-point de l'aéroport	17/02/2012	F0414/52021/UCP3/2011/19/PP/211997
Permis d'Urbanisme relatif à la réalisation d'un giratoire sur la route d'accès à l'aérogare	17/02/2012	F0414/52011/UCP3/2011/152//210545
Réaménagement du parking express et de la gare des bus	24/05/2012	F0414/52011/UCP3/2012/63/234225
Permis Urbanisme pour la réalisation de deux dalles de parking avions et voirie de contournement	11/06/2012	DATU/DUA/GG/JPVRX/XDB/52011/12.1
Permis de voûtement et déviation du cours d'eau non navigable de 2e catégorie « Le Tintia »	07/03/2013	28-02/GM/MP/mb/BN85
Permis d'Urbanisme pour le déplacement d'une installation mobile existante	21/01/2014	F0414/52011/UCP3/2013/144/303321
Permis d'Urbanisme pour la pose d'un moyen de télécommunication d'alerte posée sur châssis non fixé au bâtiment	03/02/2014	F0414/52011/UCP3/2013/141//302642
Permis d'Urbanisme pour le placement d'une installation mobile provisoire à usage de bureaux	13/03/2014	F0414/52011/UCP3/2013/139//301903
Permis Unique pour l'extension de l'aérogare et l'agrandissement du parc de stationnement	16/12/2014	F0412/52011/PU3/2014.9/127
Permis d'Urbanisme pour l'installation d'un mât et FH en toiture d'un bâtiment	13/02/2015	F0414/52011/UCP3/2014/142//342016

Décision statuant sur les recours exercés contre la décision querellée : arrêté du 16/09/2014 des fonctionnaires technique et délégué accordant le permis unique visant à étendre l'aéroport de Charleroi et modifier des accès routiers	20/05/2015	D3000/52011/RGPER/2015/1/PID/dan-PU/14656
Permis d'Urbanisme pour le déplacement temporaire d'une unité en préfabriqué (poste inspection filtrage)	28/04/2016	F0414/52011/UPC3/2016/32/9/405295
Permis d'Urbanisme pour la construction d'une nouvelle sous-station électrique de balisage – cabine C5bis	16/06/2016	F0414/52011/UCP3/2016/40//407772
Permis d'Urbanisme pour la régularisation du placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport	13/01/2017	F0414/52011/UCP3/2016/176//436473
Réalisation d'un nouvel accès pour le parking express de l'aéroport (P1 – étage +2)	22/03/2017	F0414/52011/UCP3/2016/212//444305
Permis d'Urbanisme pour la construction d'une nouvelle sous-station électrique (cabine C7)	24/03/2017	F0414/52011/UCP3/2016/215/444906
Permis d'Urbanisme relatif à la réalisation d'un nouveau parking pour le personnel (parking P-staff) pour l'aéroport de Charleroi	12/04/2017	F0414/52011/UCP3/2017/14//451686
Permis d'Urbanisme relatif à la réalisation d'un nouveau parking pour le personnel (parking P-Staff) pour l'aéroport – Demande de	26/02/2018	F0414/52011/UFD/2017/47//2007284

régularisation du PU UCPS/17/14 obtenu le 12/04/2017		
Permis intégré extension Zone Commerciale de l'aéroport à 2045 m²	03/04/2018	F0412/52011/PIC/2017.16/FD - DIC/CHI011/PI/CFN/GPR/2017-0318
Permis d'Urbanisme relatif au placement d'un dispositif publicitaire de 8 m2 déroulant et éclairé de l'intérieur sur pied	16/04/2018	F0414/52011/UFD/2017/65//2011915
Permis d'Urbanisme pour l'extension du bâtiment administratif du parc pétrolier nord	08/11/2018	F0414/52011/UFD/2018/88/2034616
Permis d'Urbanisme refusé pour l'installation de 2 dispositifs publicitaires le long du parking « foot & fly »	29/01/2019	MJ/FV/op/2018/153
Permis d'Urbanisme pour la réalisation d'un auvent devant le corps de garde existant, à régulariser, du poste d'inspection filtrage pour l'aéroport de Charleroi	12/04/2019	F0414/52011/UFD/2018/151//2045927
Permis d'Urbanisme relatif à la régularisation du placement d'une installation préfabriquée, isolée, à destination d'espace passagers d'affaires	13/05/2019	F0414/52011/UFD/2018/182//2050397
Permis d'Environnement concernant l'exploitation d'un dépôt de produit déverglaçant (glycol) pour avions d'une capacité de stockage de 52.000 litres	07/06/2019	P.ENV/SA/CGH/PE/2019/0016 Dossier n°PE/2019/0016
Permis d'Urbanisme relatif à la construction d'une extension au	10/09/2019	F0414/52011/UFD/2018/197//2054314

terminal T1		
Permis d'Urbanisme pour la création d'une clôture de sécurisation autour du Terminal 1 et construction de différents bâtiments qui y sont liés	10/09/2019	F0414/52011/UFD/2018/196//2054211
Permis d'Urbanisme pour la construction d'un poste d'inspection filtrage SPIF) localisé au sud de la dalle de parking des avions, APPRON 5	23/09/2019	F0414/52011/UFD/2019/58//2075071
Permis d'Urbanisme pour le montage d'une œuvre d'art soutenant un dispositif publicitaire de 24 m2 double face éclairé de l'intérieur sur le rond-point de la route principale	28/10/2019	F0414/52011/UFD/2019/50//2071632
Permis d'Urbanisme relatif à l'aménagement d'un « mobility center » (gare de bus) sur le site de aéroport de Charleroi	19/03/2020	F0414/52011/UFD/2019/100/2086645
Permis d'Environnement visant l'exploitation de salles événementielles situées dans le terminal Sud de l'aéroport de Charleroi d'une capacité d'accueil totale de 620 personnes	26/10/2020	P.ENV/SA/NBA/PE/2020/0015 Dossier n°PE/2020/0015
Permis d'Environnement relatif au rejet des eaux usées en provenance de l'aéroport en eau de surface	17/03/2021	P.ENV/SA/NBA/PE/2020/0027 Dossier n°PE/2020/0027
Permis d'Urbanisme pour l'extension du parking P4 de 982 véhicules à 1908	22/03/2021	F0414/52011/UFD/2019/37//2066438

véhicules + construction d'un bassin d'orage		
--	--	--

Cadre 5 - Situation juridique du bien

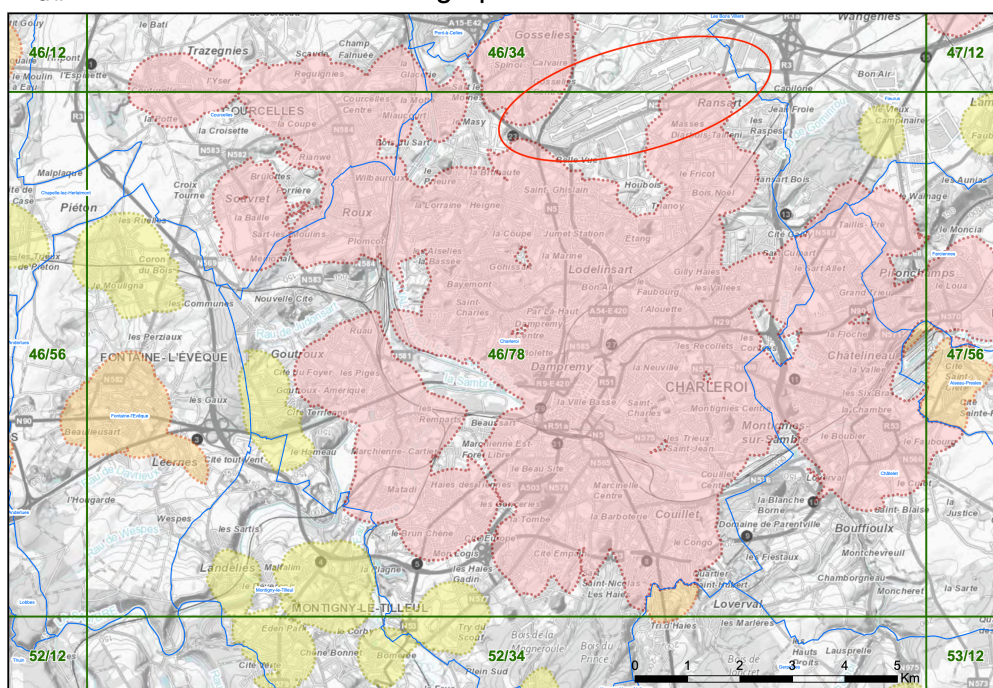
Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT : [Sur le schéma de développement territorial entré en vigueur au 01/08/2024, l'aéroport de Charleroi est en partie sur une zone de centralité urbaine de pôle.](#)



SDT - Cartographie des centralités

46/78



-
- Plan de secteur : Zone non affectée, zone d'activité économique industrielle, zone d'aménagement communal concerté à caractère économique et zone espaces verts. Un périmètre de réservation d'infrastructure principale couvre partiellement les zones non affectées (« Zone blanche ») et d'aménagement communal concerté à caractère économique, au droit de la rue des Fusillés.
- Carte d'affectation des sols : sans objet
- Schéma de développement pluricommunal : NON
- Schéma de développement communal : NON
- Schéma d'orientation local : NON
- Guide communal d'urbanisme : OUI (anciens règlements communaux d'urbanisme)
- Guide régional d'urbanisme : oui, GRU relatifs aux « Accès aux personnes à mobilité réduite », « Enseignes et dispositifs de publicité », « Qualité acoustique des constructions »

~~Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn:~~

- Permis d'urbanisation : NON Lot n : /
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable : NON

- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification : **NON**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : **NON**

Autres caractéristiques du bien

- Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau - l'éboulement d'une paroi rocheuse - le glissement de terrain - le karst - les affaissements miniers - le risque sismique - autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeurs : **plusieurs aléas d'inondation par ruissellement faible à élevé sont présents sur le site de l'aéroport. Une zone de débordement d'aléa faible est située sur la parcelle faisant l'objet des actes et travaux de la présente demande. Capture d'écran issue du portail du SPW-DGO4 :**



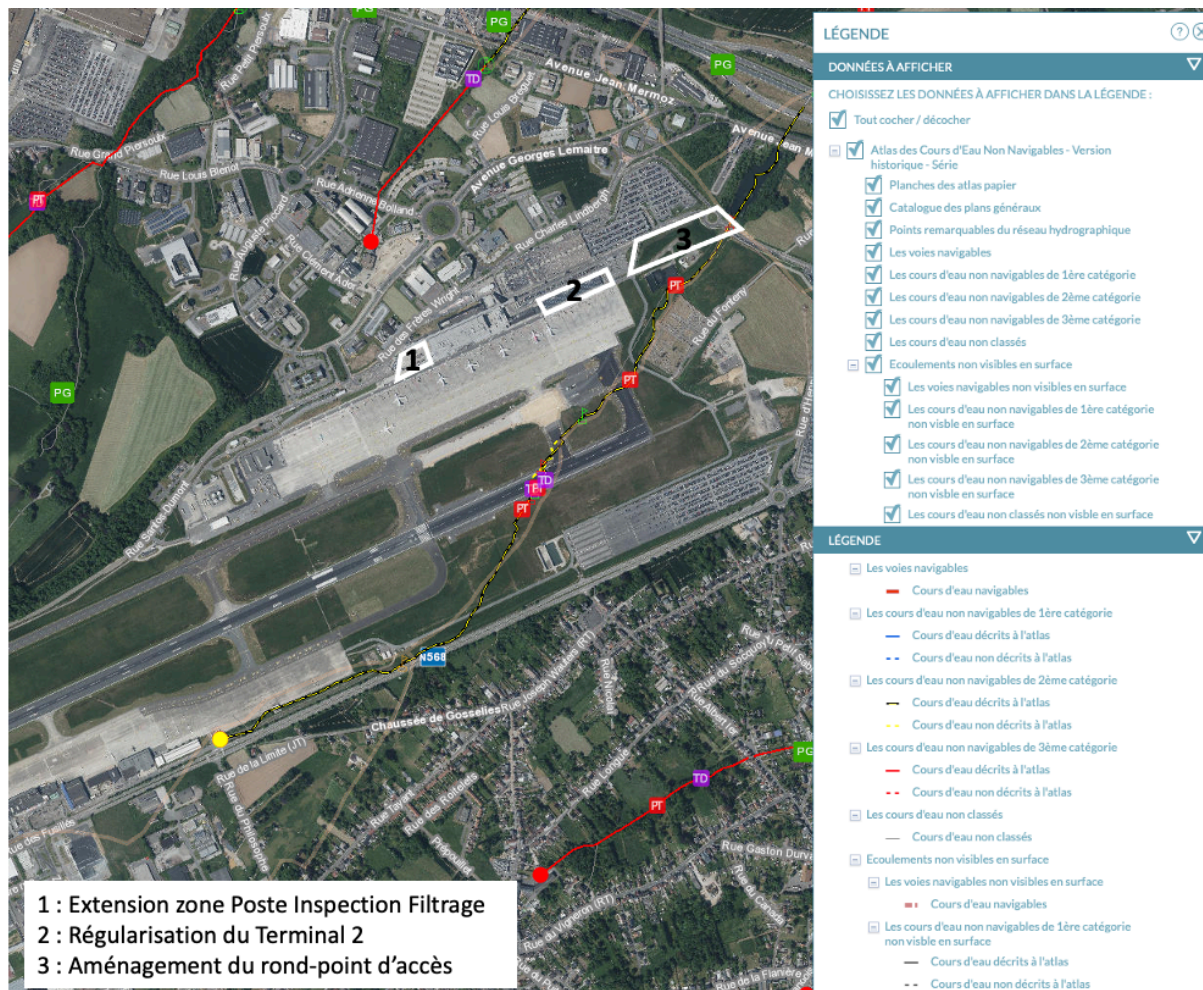
- Bien situé - dans - à proximité - d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté - d'une réserve naturelle domaniale - d'une réserve naturelle agréée - d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique - d'une zone humide d'intérêt biologique - d'une réserve forestière – visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature : **NON**
- Bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent : **NON**
- Bien dont la localisation est ~~est~~ **n'est pas** - susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
- S'agit-il de la création - modification - d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ?

Non

Oui :

- Bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de **la Sambre** qui reprend celui-ci en zone **de régime d'assainissement collectif**

- Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau : **NON**
- Présence d'un cours d'eau de 1^{ère} – 2^{ème} – 3^{ème} catégorie : **cours d'eau non navigable de 2^{ème} catégorie**



- Autres : /

En application du Code wallon du Patrimoine

- bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement)
- bien situé dans une zone de protection d'un bien classé
- bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie
- bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon
- bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien situé dans le périmètre de la carte archéologique : **Oui, une partie de la parcelle est reprise dans le périmètre de la carte archéologique. Cependant, les travaux faisant l'objet de la présente demande de permis ne sont pas situés dans ou à proximité du périmètre de la carte archéologique.**



Cadre 6 - Options d'aménagement et parti architectural du projet

1 / Extension de la zone de Poste Inspection Filtrage :

Description fonctionnelle

Le nouveau PIF (poste inspection filtrage) s'organise sur 4 niveaux se raccordant aux niveaux du terminal passager existant.

Au niv. +180 qui est le niveau principal d'accès des passagers, s'organisent les 12 lignes de contrôle sûreté. Il est en relation directe avec le hall de check-in du terminal existant et aussi avec l'esplanade publique extérieure. La zone d'accès aux lignes d'inspection est contrôlée pour limiter l'entrée via les boarding pass. Les locaux prévus pour les agents de screening sont déportés en arrière des filtres d'inspection au centre de la zone. En sortie des filtres d'inspection, la zone est en connexion avec l'espace de duty free qui s'agrandira sur l'ancienne zone PIF à reconditionner.

Au-dessus du niveau principal s'implante une mezzanine au niv. +185 avec la zone administrative de la sûreté qui ont ainsi une vue plongeante sur l'ensemble de la zone d'inspection en contre bas.

En toiture seront localisés les équipements techniques pour le traitement d'air et la climatisation.

En-dessous du niveau principal, le niveau intermédiaire niv. +177 est quant à lui dédié au personnel avec les vestiaires, salles de repos et salles de formation.

Au niveau le plus bas niv. +174 de plain-pied avec la voirie d'accès logistique, l'aire de manœuvre des camions pour la livraison est retroussée sous le bâtiment avec les deux quais de livraisons pour la zone techniques et logistique. Depuis les quais de livraison, une zone tampon donne accès à une série de locaux de stockage en landside et en airside. La zone de screening d'entrée des marchandises est positionnée au centre des locaux de stockage.

Description au niveau constructif

L'extension est conçue sur une trame modulaire permettant une grande préfabrication des éléments constructifs.

Les niveaux inférieurs sont réalisés en béton. Les colonnes, poutres et planchers pourront ainsi être réalisés en béton préfabriqués en atelier. Cela facilite leur mise en œuvre, réduit le délai d'exécution sur site et augmente la qualité du produit fini.

Les niveaux supérieurs (à partir du niv. +180) sont quant à eux réalisés en structure métallique. La préfabrication de ces éléments de charpente métallique permet également une grande rapidité de mise en œuvre sur site.

Sur cette structure primaire, les façades extérieures principales sont réalisées en murs rideau vitrés. Les parties secondaires des façades et les zones opaques sont finies avec du bardage métallique laqué.

Les toitures sont réparties sur plusieurs niveaux. Pour la partie la plus basse, elle prolonge l'auvent existant en structure métallique. Pour la seconde partie, derrière l'auvent, elle est en structure béton recouverte d'une toiture verte. Enfin, la partie haute de la toiture au-dessus des zones de contrôle est prévue en structure métallique avec les longues poutres treillis d'une portée de 30 m. Elles enjambent la zone de filtrage pour la dégager de toute colonne portante. Cette toiture est couverte d'une membrane d'étanchéité PVC sur laquelle pourront dès lors être installés des panneaux photovoltaïques.

2 / Régularisation du Terminal 2 :

Principes d'implantation des extensions de l'aérogare

Les deux bâtiments constituant l'extension de l'aérogare existante sont situés à l'Est du bâtiment existant, dans le prolongement de ce dernier. Ils s'implantent au niveau 174.00. La zone concernée par la construction du T2 était affectée à des parkings. Le volume destiné à l'accueil des passagers non Schengen a une longueur de 72 mètres environ, et une largeur de 19 mètres. Ce bâtiment est connecté à la zone d'embarquement non Schengen de l'aérogare actuelle, par l'intermédiaire d'une passerelle située au niveau 180.00.

Le second bâtiment, espace et terminal Schengen, présente une longueur totale de 180 mètres et une largeur de 25 mètres. Son fonctionnement est totalement indépendant du complexe existant.

L'emplacement des extensions est directement lié à la distribution existante des places de stationnement des avions.

Du point de vue opérationnel, l'emplacement des extensions situe de manière directe les nouvelles portes d'embarquement en face et à proximité des places de stationnement des avions correspondantes.

Les deux bâtiments de l'extension présentent une architecture cohérente et suivant un design similaire à l'existant, sans créer de concurrence vis-à-vis du volume existant.

Parti architectural

Volumétrie générale et insertion des extensions

Les gabarits des deux bâtiments présentent une hauteur limitée de 5 mètres. Ils sont tous deux de plain-pied, à l'exception du volume non Schengen qui possède ponctuellement un étage (niv. +180.00), à l'endroit où s'effectue l'accès depuis l'aérogare existante. Les gabarits des extensions respectent les lignes horizontales prédominantes de la construction existante, et ses alignements.

Les extensions s'inscrivent dans le schéma mis en place, s'adaptant aux infrastructures (stationnement des avions au Sud).

L'objectif est qu'à terme l'ensemble soit homogène et harmonieux.

Traitement des façades

L'ensemble des extensions de l'aérogare s'intègre avec l'existant tant sur les choix des matériaux que sur les teintes, identiques aux extensions existantes (côté Ouest) de l'aérogare existante.

Ainsi, prédominent le verre, et les revêtements minéraux et métalliques de teinte anthracite. Les types de matériaux des bâtiments existants sont utilisés lors des nouvelles réalisations afin de rencontrer cet objectif d'homogénéité.

Les deux bâtiments de l'extension sont ainsi revêtus de panneaux en micro-ciment (pleins ou perforés sur les façades Nord) et de tôles métalliques (ondulées, lisses ou perforées) dans une teinte gris anthracite, identique aux extensions Ouest de l'aérogare. Il en va de même pour l'ensemble des traitements des murs rideaux et menuiseries.

Traitement des toitures

L'ensemble des extensions est à toiture plate. Il est constitué de grandes toitures principales et de renforcements (terrasses techniques), indispensables pour la mise en place des installations techniques (roof top). Ces terrasses sont situées le long des façades Nord, côté Ville. Elles sont traitées en intégration avec le bâtiment : en effet, les façades Nord des bâtiments se prolongent jusqu'au niveau général des acrotères, de manière à assurer la lisibilité des volumes principaux. Seule la finition du matériau diffère devant les terrasses techniques, puisque les panneaux en micro-ciment sont perforés à ces endroits, créant un rythme dans la façade.

3 / Aménagement de voirie d'accès privée :

L'accès actuel au parking staff se fait en contournant les parkings passagers P1 et P2 et en passant par le tunnel d'accès. Ce tunnel d'accès va être condamné.

Le nouvel accès au parking staff depuis le rond-point situé rue Charles Lindbergh sera plus direct et permettra une meilleure gestion des flux de voiture.

Le sens de circulation au sein du parking staff sera modifié suite à la création de cette nouvelle voirie. La sortie du parking staff reste inchangée. Les membres du personnel emprunteront la même voirie de sortie.

Cadre 7 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

L'aéroport est localisé au plan de secteur en zone non affectée, zone d'activité économique industrielle, zone d'aménagement communal concerté à caractère économique et zone espaces verts. En ce qui concerne la zone d'activité économique industrielle, l'aéroport étant à l'évidence une activité qui doit être isolée pour des raisons d'intégration urbanistique, de mobilité, de sécurité ou de protection environnementale, il peut donc être considéré que l'aéroport s'inscrit dans les affectations prévues à l'article D.II.30 du CoDT.

Le renouvellement du permis d'environnement implique donc une dérogation au plan de secteur en ce qui concerne la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique et la zone d'espaces verts.

Les travaux d'extension projetés et à régulariser sont localisés en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique.

Par application de l'article D.II.32, §1^{er}, alinéa 2, "la mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement". En l'espèce, il n'y a pas de schéma adopté. Toutefois, l'article D.II.32 §3 stipule que les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre.

En l'espèce, le permis concerne des actes et travaux d'utilité publique ainsi que des constructions et équipements de services publics ou communautaires.

Outre, l'article D.IV.25 du CoDT trouve à s'appliquer. En effet, l'article D.IV.25 concerne les permis délivrés par le Gouvernement « lorsqu'il concerne les demandes de permis relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, à savoir :

1° les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud qui suivent :

[...]

b) en ce qui concerne l'aéroport de Charleroi- Bruxelles Sud :

- l'allongement de la piste, en ce compris la construction des bretelles d'accès ;
- la tour de contrôle ;
- l'extension de l'aérogare ;
- la gare et les infrastructures ferroviaires. [...] »

L'article D.IV.11 stipule qu'outre les dérogations prévues aux articles D.IV.6 à D.IV.10, le permis visé à l'article D.IV.22, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7°, 10° et 11° et à l'article D.IV.25 et le permis relatif aux constructions et équipements destinés aux activités à finalité d'intérêt général ou le certificat d'urbanisme n°2 peut être accordé en dérogeant au plan de secteur.

La dérogation au plan de secteur peut donc être délivré sur la base des articles D.IV.11, D.IV.13 et D.IV.25 du CoDT, en combinaison avec l'article 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui les rend applicables aux permis uniques.

En application de l'article D.IV.13 *un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme si les dérogations :*

1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé ;

2° ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application ;

3° concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

En l'espèce, l'existence de l'aéroport de Charleroi est en réalité antérieure à l'entrée en vigueur du Plan de secteur de Charleroi, adopté par l'arrêté royal du 10 septembre 1979 et entré en vigueur le 6 mars 1980. Sa localisation à l'endroit donné est donc historique et autorisée par différents permis délivrés dans le passé et il n'est pas raisonnablement envisageable de le délocaliser. L'étude d'incidences jointe à la présente demande analyse par ailleurs l'alternative du non-renouvellement du permis d'environnement de B.S.C.A. et de la non-régularisation du terminal T2. Il y est renvoyé pour les détails. L'étude d'incidences contient une liste des recommandations qui ont été pour la plupart suivies (voir tableau de suivi des recommandations) et qui permettent d'encadrer les incidences de l'exploitation de l'aéroport. Le projet est donc justifié compte tenu ses spécificités et au regard du lieu précis où il est envisagé.

Le projet en ce qui concerne son volet urbanistique (Terminal 2 et poste d'inspection filtrage, aménagement de l'accès aux parking staff) s'intègre dans le cadre existant du site de l'aéroport de Charleroi. Les travaux envisagés répondent aux besoins et spécificités de l'aéroport. Les bâtiments sont construits dans le prolongement de l'aéroport existant avec une matérialité similaire à l'existant. Le projet s'intègre dans le contexte bâtis et contribue ainsi à l'aménagement des paysages bâtis.

Enfin, l'extension s'inscrit au sein du périmètre actuel de l'aéroport et n'empiète donc que de manière limitée sur la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique. La zone d'espaces verts n'est pas concernée par l'extension et n'est que très partiellement concernée par l'existant, en ce qui concerne les espaces autour des voiries d'accès. La mise en œuvre du plan de secteur dans le reste de son champ d'application n'est donc pas compromise.

En conclusion, les conditions de l'article D.IV.13 sont rencontrées. Le permis unique demandé peut donc être délivré en dérogation au plan de secteur sur la base des articles D.IV.6, D.IV.11, D.IV.13 et D.IV.25. Ces dispositions sont applicables aux permis uniques en application de l'article 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

- Dérogations incendie :

Plusieurs dérogations aux normes de base en matière d'incendie les justifications détaillées sont joints dans l'annexe 206-01-Dérogation incendie :

- 12-P086_NoteDerog-20140825
- 12-P086-Annexe-Derog1-20140815
- 12-P086-Annexe-Derog2-20140818
- 12-P086-Annexe-Derog3-20140820
- 12-P086-Annexe-Derog4-20140825

En ce qui concerne le schéma de développement du territoire (SDT) entré en vigueur au 01/08/2024, l'aéroport de Charleroi est en partie localisé au sein d'une zone de centralité urbaine de pôle (voir extrait de carte ci-dessus). Pour autant que ce constat puisse être considéré comme impliquant un écart au SDT au sens de l'article D.II.16, § 2 du CoDT, il faut constater que les conditions de l'article D.IV.5 sont rencontrées: "un permis (...) peut s'écarter du schéma de développement du territoire lorsqu'il s'applique, (...) moyennant une motivation démontrant que le projet : 1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial, d'aménagement du territoire ou d'urbanisme contenus dans le schéma, la carte d'affectation des sols, le guide ou le permis d'urbanisation ; 2° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis".

Selon le SDT, les objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement ont pour finalité :

- l'optimisation spatiale qui comporte notamment la lutte contre l'étalement urbain, la préservation maximale des terres et une utilisation efficiente et cohérente du sol par l'urbanisation ;
- le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale ;
- la gestion qualitative du cadre de vie ;
- la maîtrise de la mobilité.

Le SDT définit ensuite 20 objectifs selon les 3 axes suivants :

Axe 1 : Soutenabilité et adaptabilité (SA)

Axe 2 : Attractivité et innovation (AI)

Axe 3 : Coopération et cohésion (CC)

L'aéroport de Charleroi est renseigné comme "à consolider" sur les différentes cartes du SDT.

Il est indéniable que le maintien et le développement de l'activité de l'aéroport de Charleroi s'inscrivent dans ces objectifs et contribuent à leur réalisation. Le projet actuel n'entraîne pas d'étalement urbain, mais représente une utilisation cohérente du sol, avec l'implantation des

Cadre 8 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ~~Ø Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement~~
- O Une étude d'incidences sur l'environnement : **voir pièce n°106**

Cadre 8bis - Code wallon du Patrimoine

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ~~O Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme~~
- ~~O Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.~~

Cadre 9 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

[Voir pièce n°110](#)

Cadre 10 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐ Non

☐ Oui : description succincte des travaux.....

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 11 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe) : [voir pièces n°204 et 205](#)

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés

Cadre 12 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

[Voir pièce n°203](#)

Cadre 13 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ Le procès verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- ☐ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 14- Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+ 1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☒ un plan de situation du bien concerné dressé à l'échelle de 1/10. 000^e ou de 1/5.000^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :

- ☒ l'orientation ;
- ☒ la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité ;
- ☒ les voies de desserte et leur dénomination ;
- ☒ un plan qui figure le contexte urbanistique et paysager établi à l'échelle de 1/1.000^e ou de 1/500^e et qui figure :
 - ☒ l'orientation ;
 - ☒ la voirie de desserte cotée avec indication de son statut juridique ;
 - ☐ l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci ;
 - ☐ ~~lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT, les principales caractéristiques du paysage telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article D.IV.4, 12° du CoDT, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci ;~~
 - ☒ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé ci-dessous ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - ☒ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☒ au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné, les constructions voisines et l'environnement général ;
 - ☐ ~~lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction ou lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;~~
- ☐ ~~le cas échéant, une note de calcul justifiant le respect du critère de salubrité visé à l'article 3.5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel~~
- ☒ un plan d'implantation représentant l'occupation de la parcelle, dressé à l'échelle de 1/500^e, de 1/250^e ou de 1/200^e et qui figure :
 - ☒ les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau ;
 - ☐ ~~lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, les limites des lots ;~~
 - ☒ au moins deux coupes significatives longitudinale et transversale cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
 - ☐ ~~si le projet implique une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres sur le plan d'implantation avec la~~

- ~~mention de l'affectation actuelle du terrain, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;~~
- ☒ le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☒ l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées ;
 - ☐ ~~les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;~~
 - ☐ ~~le cas échéant, le tracé des infrastructures de transport de fluide et d'énergie qui traversent le ou les biens concernés ;~~
 - ☒ l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, les matériaux projetés ainsi que l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables et les plantations projetées ;
 - ☒ le niveau d'implantation du projet par rapport à un repère fixe du domaine public ;
 - ☒ les aménagements et équipements de la voirie, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
 - ☒ le réseau de principe du système d'évacuation des eaux ;
 - ☐ ~~en cas d'épuration individuelle avec dispersion des eaux dans le terrain, une étude hydrologique.~~
- ☒ la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e, qui figure :
- ☒ la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
 - ☒ les élévations ;
 - ☒ la légende des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ainsi que leurs tonalités ;
 - ☒ les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ;
- ☐ ~~le cas échéant, les mesures techniques actives et passives prévues par l'architecte pour prévenir ou minimiser les risques au regard des zones à risques définies par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et en relation avec le plan d'action régionale en matière de lutte contre le radon ;~~
- ☒ le cas échéant, le dossier technique du projet de voirie, qui comprend :
- ☒ une vue en plan et des profils en long établis à l'échelle de 1/200^e ou 1/1000^e ;
 - ☒ des profils en travers établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e ;
 - ☒ une coupe-type avec les matériaux projetés.

La coupe-type peut être fixée en fonction d'un cahier des charges imposé par l'autorité compétente.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 15 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet et à l'Administration du Patrimoine dans les hypothèses visées à l'article D.67, §1^{er}, du code wallon du Patrimoine ;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les quarante jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de quarante jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante :ou à l'adresse postale suivante :

.....
.....

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou

contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante :
35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be